



COMMUNIQUÉ

des organisations syndicales des SIS

Paris, le 23 octobre 2026

Sécurité civile : puisqu'ils ne nous entendent pas, nous allons devoir PARLER PLUS FORT !

La réunion organisée ce vendredi 23 octobre à la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC), consacrée au projet de loi de modernisation de la sécurité civile, confirme malheureusement ce que nous dénonçons depuis des années : un décalage toujours plus important entre les discours officiels et la réalité du terrain.

UN MODÈLE « SOLIDE, AGILE ET RÉSILIENT » ? VRAIMENT ?

Le ministère continue de présenter notre modèle de sécurité civile comme solide, agile et résilient.

Nous ne partageons absolument pas ce constat !

Les difficultés opérationnelles, le manque chronique d'effectifs, la dégradation des conditions de travail et les risques croissants pour la santé et la sécurité des personnels démontrent chaque jour les limites de ce discours.

Il ne faut pas confondre la résilience de notre système avec les sacrifices permanents de celles et ceux qui le font fonctionner !

Nous demandons un financement à la hauteur des besoins, le recrutement de 21000 sapeurs-pompiers professionnels supplémentaires et de véritables garanties pour la santé et la sécurité des agents.

UN PROJET DE LOI QUI OUBLIE LES PERSONNELS ET LES VÉRITABLES ENJEUX...

Sur 37 pages consacrées à la modernisation de la sécurité civile, les SPP sont oubliés, les personnels administratifs, techniques et spécialisés (PATS) ne sont même pas mentionnés une seule fois !

Comment prétendre moderniser notre sécurité civile en oubliant une partie indispensable de ses personnels ?

LE 29 SEPTEMBRE, NOUS AVONS ALERTÉ. MANIFESTEMENT, CELA N'A PAS SUFFI !

Près de 10 000 sapeurs-pompiers et agents se sont mobilisés le 29 septembre pour défendre leurs conditions de travail, leur santé, leur sécurité et l'avenir du service public de secours.

Cette mobilisation exemplaire et propre n'a pourtant pas permis d'obtenir les réponses attendues.

NOUS DEVONS MAINTENANT HAUSSER LE TON !

Nous ne pouvons plus accepter que le manque d'effectifs professionnels soit compensé par le recours au volontariat exercé en partie par des sapeurs-pompiers professionnels.

Nous appelons donc les SPP à cesser d'exercer une activité sous statut de sapeur-pompier volontaire.

Les SPV qui sont les principaux viviers de recrutement de SPP doivent eux aussi comprendre les enjeux de ce combat !

Les besoins opérationnels permanents doivent être couverts par des emplois professionnels et des effectifs correspondant aux missions confiées aux services d'incendie et de secours.

Nous appelons également l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels à participer massivement à la prochaine mobilisation nationale à l'appel de l'intersyndicale : le 4 décembre, avec une dépose des casques devant les préfectures de chaque département.

Nous avons alerté.

Nous avons proposé.

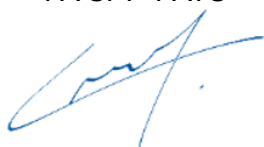
Nous nous sommes mobilisés.

MAINTENANT, NOUS VOULONS DES RÉSULTATS !

La sécurité civile française ne manque pas de femmes et d'hommes engagés. Elle manque de moyens, d'effectifs et de décisions politiques à la hauteur de leur engagement.

Le 29 septembre était un avertissement. Les prochaines mobilisations devront être à la hauteur de nos revendications.

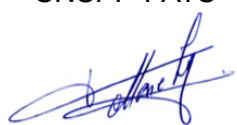
Xavier Boy
Président Fédéral
FA SPP-PATS



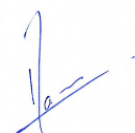
Sébastien Delavoux
Animateur du Collectif
CGT des SDIS



Frédéric Monchy
Président
SNSPP-PATS



Manuel Coulet
Secrétaire Général
SUD SDIS



Christophe Sansou
Secrétaire Général
FO SIS



David Saquet
Président
UNSA Sapeurs-Pompiers



Mickaël Pacanowski
Président
SPASDIS-CFTC



Anne Raimbault
Secrétaire Nationale
CFDT Interco

